



La Commune



UNION EUROPÉENNE, DÉGAGE ! AVEC SON PARLEMENT, TOUS SES PLANS ET TRAITÉS ! BOYCOTT !

La Lettre de La Commune, supplément au n° 95 – jeudi 11 avril 2019

Tout d'abord, ceci : l'Union européenne, ce n'est pas l'Europe. L'UE, c'est avant tout un marché.

L'Union européenne, ce n'est pas « l'Europe unie », c'est un cartel des trusts et des banques, les États doivent en être les serviteurs dociles, les courroies de transmission.

La fameuse commission de Bruxelles est elle-même l'instrument de la banque mondiale.

Le manager Macron est l'homme de paille du capital financier européen (banques et magnats de l'industrie).

Voilà pourquoi nous militons, dans l'immédiat, pour le boycott des élections « européennes » du 24 mai prochain.

Voilà pourquoi, à nouveau, nous ouvrons à nos lectrices-lecteurs le dossier de cette monstrueuse escroquerie continentale... qui remonte à loin.

Première partie, en 7 questions.



1. Prendre pour cible l'Union européenne serait une diversion, disent les militants de *Lutte ouvrière*. Pendant ce temps-là, les patrons peuvent dormir tranquille, en quelque sorte. N'y a-t-il pas un risque de favoriser le nationalisme ?

La plus belle diversion, selon nous, est la participation à ces élections.

Le camp des travailleurs que Lutte ouvrière défend n'a rien à faire dans cette galère qui va gaspiller en vain les forces militantes de cette organisation, alors que la lutte des classes « en gilet jaune » fait rage en France et que les peuples, notamment dans Les Balkans, cherchent à se libérer des chaînes gouvernementales qui les empêchent de vivre dignement.

2. Des députés « lutte de classes » au parlement européen pourraient y faire entendre la voix des travailleurs et des peuples dans toute l'Europe. Pourquoi s'en priver ?

D'un côté, la possibilité très aléatoire d'arracher quelques temps de parole.

De l'autre, la participation à un parlement d'opérette - une chambre d'enregistrement et d'écho des décisions qui imposent la concurrence entre les salariés, entre les peuples, qui mettent en œuvre un plan concerté de liquidation des acquis sociaux de chaque pays membre de cette « union ». Ils appellent cela : « l'harmonisation ».

Ce jeu en vaut-il vraiment la chandelle ? Pas vraiment !

Le salut du mouvement ouvrier est dans la rupture avec cet Edifice antisocial, « réformateur » qu'est l'UE. Aucune participation, ni de près, ni de loin, à aucun organisme de ce Carcan « européen », matrice des « réformes » avec le FMI.

3. S'il y avait un référendum pour le Frexit, quelle serait la position de La Commune ?

Nous mènerions campagne pour, bien entendu. Tout ce qui tend vers l'explosion de l'UE est bon à prendre. Tout ce qui désorganise l'offensive capitaliste continentale nous rend plus forts, nous les jeunes, nous les salariés, nous les opprimés.

Notre ligne est une ligne de rupture.

L'Union européenne a commencé à se disloquer. Du fait de l'austérité permanente, les peuples se révoltent.

4. Face aux gouvernements populistes xénophobes en Hongrie et en Italie, à l'extrême-droite allemande, que faire ?

Tout d'abord, il apparaît clairement que le gouvernement italien ne cherche pas plus à sortir de l'UE que les politiciens français Le Pen, d'une part et Mélenchon, d'autre part. Nous disons depuis fort longtemps que le populisme, qu'il soit « de gauche » ou « de droite » est un produit dangereux. Les gouvernements hongrois et italiens n'ont pas le monopole de la xénophobie, la leur est, comme on dit, « décomplexée ». Les pseudos « progressistes européens », façon Macron, xénophobes honteux, combattent les immigrés et les réfugiés. Les camps d'internement existent en France sous l'appellation contrôlée : centre de rétention administrative... Depuis octobre 1981 ! Le « progressisme » de Macron, c'est la privation des libertés, le déchaînement de la violence policière de l'État, le despotisme le plus crétin, les tentatives « d'accélérer les réformes » destructives.

5. L'Union européenne n'est -elle pas un rempart contre les guerres ?

L'UE est impliquée dans les guerres au Moyen-Orient. Elle s'implique dans les affaires d'autres pays, en Algérie, via la France, y compris militairement, en Côte d'Ivoire, au Mali, etc. Sous ce joug, la Grèce est devenue un Protectorat de l'UE, avec un statut de colonie.

Les interventions en Libye et la catastrophe humaine qui en résulte de nos jours, montrent que l'UE est un terrible fauteur de guerre. Et un arsenal pour toutes les guerres en cours. Le marché de l'armement est florissant. L'UE ne peut qu'inspirer un profond dégoût sur la scène internationale.

6. Certains parlent d'une Europe allemande. Peut-on les croire ?

L'union européenne ne met pas fin aux luttes d'influence entre « partenaires » de cette caverne des brigands, ni n'altère la rapacité de chaque État. Ceux qui, comme Mélenchon, agitent l'épouvantail d'une « Europe de Merkel », veulent rester dans ce Carcan « européen »- Mélenchon veut en fait nous faire avaler qu'une « Europe française » serait, selon lui, à même de « changer l'Europe ». Nous ne mangeons pas de ce pain-là ! -

Les gouvernements se plient aux diktats des eurocrates et non l'inverse, le gouvernement allemand n'échappe pas à cette règle d'or.

7. Quelle est l'issue pour l'Europe ? Quelle perspective ?

L'UE a brisé les coopérations entre pays qui existaient dans le domaine ferroviaire ou de la recherche pour y substituer une concurrence arbitraire.

Les candidats de *Lutte ouvrière* invoqueront la perspective des États-Unis socialistes d'Europe, ceux du PCF parleront d'une « Europe des gens » mais, tout l'indique : sans rupture avec l'UE, il n'y aura pas « d'Europe des gens » et encore moins d'États-Unis socialistes et, même pas des États-Unis européens tout court. Nous n'avons pas besoin de slogans pour les calendes grecques. Ce que nous voulons, maintenant, c'est, pour la victoire des revendications vitales :

LA RUPTURE AVEC L'UNION EUROPÉENNE, SES TRAITÉS, SON PARLEMENT, SES DIRECTIVES.

Prochain article Europe : le marché européen de 1940 à nos jours

Le 10 avril 2019

Modifié le jeudi 11 avril 2019

Voir aussi dans la catégorie **Lettre de la Commune - Chronique Hebdo**



Il y a quelque chose de pourri au royaume de Macron

Un pouvoir en marche pour sa réélection qui n'en finit pas de traîner des casseroles judiciaires ... Une classe politique en décalage total avec la clairvoyance des masses ... la fin de régime... >>



« La colère sociale est là » ...

A la question ; « Craignez-vous un printemps social ? », Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, invité au Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI du 31 janvier 2021, avait répondu : « Non, je... >>



Nous sommes en guerre ... contre Macron !

Leurs élections valent plus que nos vies ! Au plus haut niveau de l'État, toutes et tous savaient, aucun.e n'a rien fait ! C'est l'aveu de l'ex-ministre de la santé, Agnès Buzyn, fait... >>



Pour en finir avec Macron !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 124 - Jeudi 30 janvier 2020 Après 56 jours d'un conflit historique, c'est peu dire que Macron et sa politique sont rejetés par une grande majorité... >>



PAS DE RETRAIT, PAS DE TRÊVE ! PAS DE RETRAIT, PAS DE RENTRÉE !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 123 - Samedi 28 décembre 2019 Déjouant tous les pronostics, la détermination et la pugnacité des grévistes restent intactes au 24ème jour de grève... >>



Contre Macron et sa réforme des retraites : grève générale !

La démonstration de force des salariés contre la réforme des retraites engagée le 5 décembre se poursuit et certains secteurs très déterminés comme les transports publics (SNCF, RATP),... >>